



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



LE TRAVAIL DE LA FAO SUR LA PROTECTION SOCIALE

Contribuer à la Faim Zéro, la
réduction de la pauvreté et la
résilience dans les zones rurales

SOMMAIRE

PAGES 4-5

INTRODUCTION

PAGES 6-9

MESSAGES CLÉS

PAGES 10-13

UN PROGRAMME POUR LE
CHANGEMENT

PAGES 14-16

DE LA PROTECTION À L'INCLUSION

PAGES 17-19

RENFORCER LA RÉSILIENCE

PAGE 20

AUTONOMISER LES FEMMES

PAGE 21

FAIRE QUE LA MIGRATION
DEVienne UN CHOIX

PAGE 22

RENFORCER LES CAPACITÉS

PAGE 23

PASSER À LA VITESSE SUPÉRIEURE

PAGES 24-25

LE PROGRÈS EST POSSIBLE

PAGES 26-27

PUBLICATIONS

Photo de couverture: BANGLADESH
©FAO/GMB Akash

MAURITANIE

Une femme bénéficiaire du programme de transferts productifs/CASH+ de la FAO à Mbout, en Mauritanie.

Seulement quelques mois après les distributions, plus de la moitié des bénéficiaires ont déclaré qu'au moins une des chèvres reçues avait mis bas.

©FAO/Aissata Lam





**LA PROTECTION
SOCIALE EST UN
ÉLÉMENT
MAJEUR DES
EFFORTS DE LA
FAO POUR
RÉDUIRE LA
PAUVRETÉ
RURALE**

INTRODUCTION

LA PROTECTION SOCIALE REPRÉSENTE UN MOYEN DE REMÉDIER À LA VULNÉRABILITÉ ET OFFRE AUX PERSONNES UNE VOIE VERS LA RÉSILIENCE ET L'AMÉLIORATION DES OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES

Bien que des progrès aient été réalisés au cours des dernières décennies, 736 millions de personnes dans le monde vivent encore en conditions de pauvreté extrême. La plupart d'entre elles vivent dans des zones rurales, ne possèdent que peu ou pas d'actifs et dépendent, tout au moins en partie, de l'agriculture et des ressources naturelles pour leur subsistance.

PHILIPPINES

Les Garredo, une famille d'agriculteurs ayant reçu le soutien du programme de distribution de semences de riz et d'engrais de la FAO, seront en mesure de récolter dès la mi-mai.

©FAO/L.Liwanag

Chaque jour est un combat: la difficulté d'accès aux services sociaux et financiers, aux infrastructures, aux marchés et aux nouvelles technologies ou pratiques de production limite leur capacité à développer des moyens d'existence plus efficaces, durables et productifs pour elles-mêmes et leurs familles.

Elles sont en outre particulièrement vulnérables aux risques et chocs sociaux, économiques, climatiques et liés aux conflits: près de 60 pour cent des personnes extrêmement pauvres vivent dans des situations

de fragilité où la variabilité climatique et/ou les conflits minent leurs moyens d'existence. Les chocs peuvent avoir des effets dévastateurs, obligeant parfois les populations à adopter des mécanismes d'adaptation négatifs tels que la vente de leurs moyens de production, la déforestation excessive, la surpêche ou la réduction de la qualité des régimes alimentaires des enfants, ce qui finit par exacerber le cycle de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté. Les femmes et les filles doivent par ailleurs faire face à des





défis supplémentaires découlant des inégalités liées au sexe.

La protection sociale représente un moyen de remédier à la vulnérabilité et offre aux personnes une voie vers la résilience et l'amélioration des possibilités économiques. Elle englobe un ensemble varié de politiques et de programmes visant à protéger les personnes, notamment les plus pauvres et marginalisées, de la pauvreté, de la vulnérabilité et de l'exclusion sociale. Pour n'en citer que quelques-unes, ces

actions peuvent aller des transferts monétaires aux programmes de travail contre rémunération, en passant par une couverture santé ou des programmes de cantines scolaires, des pensions de retraite, ou encore des programmes de formation professionnelle ou d'assurance sociale.

Si elles sont conçues de manière appropriée, les initiatives de protection sociale peuvent vaincre nombre des obstacles auxquels les familles rurales pauvres doivent faire face, tout en leur donnant

la possibilité de s'engager dans des opportunités de génération de revenus durables, garantir un accès à une nourriture plus abondante et de meilleure qualité, renforcer le capital humain, générer des moyens de production et améliorer les possibilités d'accès à un travail décent. C'est la raison pour laquelle la FAO a placé la protection sociale au cœur de ses efforts pour réduire la pauvreté rurale, lutter contre le changement climatique, promouvoir des moyens d'existence résilients et atteindre l'objectif «Faim Zéro».

MESSAGES CLÉS

La protection sociale est essentielle pour atteindre l'objectif «Faim Zéro» et l'Agenda 2030

Dans le cadre de l'Agenda 2030, les pays se sont engagés à mettre en place des systèmes et des mesures de protection sociale pour tous adaptés à leurs circonstances. La protection sociale couvre tout l'éventail de l'Agenda 2030, qui s'étend de l'éradication de la pauvreté à la réduction des inégalités de revenu, en passant par l'amélioration de l'accès à la santé, à l'éducation et à l'eau, mais aussi la parité et le renforcement de l'inclusion économique.

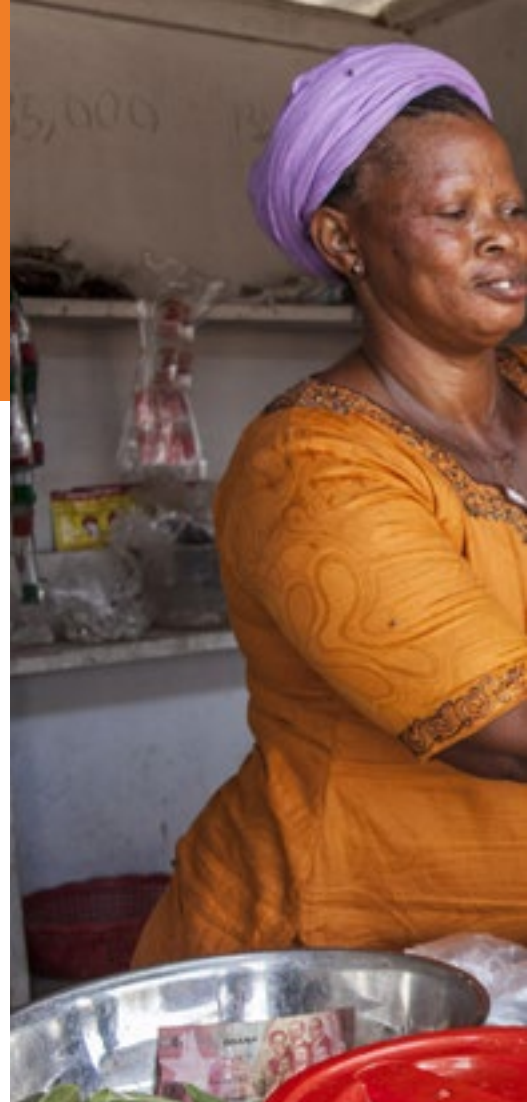
Ses applications destinées à réaliser le premier et le deuxième objectif de développement durable à l'horizon 2030, à savoir l'élimination de la pauvreté et de la faim, sont particulièrement pertinentes pour la FAO. La contribution de la protection sociale à l'amélioration de la consommation est claire, puisqu'elle supprime, entre autres, les obstacles financiers et sociaux qui restreignent l'accès à une nourriture suffisante et de qualité, ainsi qu'aux services de santé et éducation. Plus encore, la protection sociale a un rôle important à jouer dans la

mise en place de moyens d'existence ruraux résilients et durables, ainsi que dans la réalisation des objectifs de la FAO consistant à réduire la pauvreté et à rendre la gestion des ressources naturelles plus durable.

Il existe plusieurs façons de garantir l'efficacité de la protection sociale: par l'accès à la nourriture, l'amélioration des régimes alimentaires et de la nutrition, l'augmentation de la productivité et de l'employabilité, la protection des moyens d'existence et des biens des ménages en situation de crise, la création de nouveaux emplois et d'activités génératrices de revenus, l'amélioration de la gestion des risques et de la résilience aux chocs par les ménages, et le renforcement de l'autonomisation économique des femmes en milieu rural.

La protection sociale est un investissement

La protection sociale a la capacité de fournir une assistance immédiate à 736 millions de personnes vivant dans l'extrême pauvreté et plus de 820 millions souffrant de la faim. Sous forme d'assistance sociale pour les plus pauvres, elle assure une source de revenu minimale permettant de garantir la sécurité alimentaire et la mise en œuvre d'une activité de subsistance à petite échelle. Sous forme



d'assurance sociale pour les personnes vulnérables, elle permet aux habitants des zones rurales de gérer les risques inhérents aux activités agricoles.

La masse de données factuelles constituée ces dernières années a permis d'apaiser certaines des préoccupations politiques liées à l'assistance sociale, notamment grâce à des données qui montrent que les transferts monétaires ne sont pas de simples «dons», dans la mesure où ils peuvent avoir d'importants impacts sociaux et économiques. Ce constat

GHANA

Grâce aux transferts monétaires, certains bénéficiaires du programme d'amélioration des moyens d'existence contre la pauvreté (LEAP, Livelihood Empowerment Against Poverty) ont réussi à ouvrir de petites boutiques sur les marchés locaux.
©FAO/Ivan Grifi



a modifié les perspectives de la protection sociale, qui est désormais largement considérée comme un investissement stratégique améliorant le capital humain, augmentant la capacité de production des bénéficiaires et renforçant les économies locales.

La protection sociale est abordable

De nombreux programmes ont démontré que la protection sociale peut avoir un impact significatif sur la pauvreté, et que même les pays à faible revenu peuvent

se permettre de fournir une protection sociale à leurs citoyens, à condition qu'ils décident d'en prendre l'engagement. Les cas de réussite ne manquent pas: *Mas Familias en Acción* et *Estrategia Unidos* en Colombie, le système de protection sociale sud-africain, le système national de protection sociale au Kenya, le programme *Pantawid Pamilyang Pilipino* aux Philippines, *Fome Zero* au Brésil, et le *Public Distribution System* ou encore le *Mahatma Gandhi National Rural Employment Guarantee Scheme* en Inde n'en sont que quelques exemples.

Une grande partie de la population rurale n'a toujours pas accès à une protection sociale adéquate

Quelque quatre milliards de personnes n'ont accès à aucune prestation sociale. En particulier, les petits exploitants agricoles, les pêcheurs et les communautés, tributaires des forêts se heurtent à d'importants obstacles pour accéder une protection sociale. Les femmes doivent faire face à des défis ▶

MESSAGES CLÉS

tout particuliers à cet égard: par exemple; dans la plupart des pays où des données sont disponibles, elles ont systématiquement beaucoup moins de chances que les hommes de recevoir une pension de vieillesse.

Malgré des progrès significatifs, dans toutes les régions du monde, les pays rencontrent toujours des difficultés lorsqu'ils s'efforcent d'élargir et d'améliorer l'impact des programmes de protection sociale, notamment dans les zones rurales. Pour développer un secteur agricole dynamique, il est nécessaire de compter sur des pratiques technologiques innovantes, des marchés dynamiques et des investissements. Mais à eux seuls, ces facteurs ne suffisent pas: les agriculteurs familiaux, les pêcheurs et les communautés tributaires des forêts doivent également pouvoir accéder à ces ressources et services.

L'un des moyens les plus efficaces de remédier aux défaillances du marché est un accès adéquat à la protection sociale, qui permet en outre aux ménages d'investir dans des activités génératrices de revenus innovantes et durables. Malgré son importance et son impact démontré, l'accès aux prestations de sécurité sociale par de nombreux ruraux se heurte



COLOMBIE

Travail collectif dans les champs d'igname entre les membres de l'association «Apacambi» soutenue par la FAO et les Nations Unies. Les cinquante ans de conflit armé en Colombie se sont soldés par plus de 250 000 morts et des millions de déplacés.

©Patrick Zachmann/Magnum Photos



toujours à des obstacles spécifiques. Or, pour assurer une couverture efficace et adéquate permettant de répondre aux besoins spécifiques et aux vulnérabilités des acteurs du secteur rural, il est essentiel de comprendre ces obstacles et d'identifier des mécanismes efficaces pour les surmonter.

La protection sociale renforce la résilience

Quelque 60 pour cent des personnes extrêmement pauvres dans le monde vivent dans des situations de fragilité où la variabilité climatique et/ou les conflits minent leurs moyens d'existence. Sous l'effet des conflits, des chocs climatiques, des catastrophes naturelles et des récessions économiques, depuis des années, les besoins humanitaires augmentent. Une protection sociale forte, efficace, bien informée en matière de risques et sensible aux chocs peut contribuer de manière significative à la prévention et à la réaction aux crises, tout en atténuant ces coûts. Pour cette raison, ces dernières années, les communautés d'aide humanitaire et de développement ont reconnu que la protection sociale constituait également une stratégie essentielle pour le renforcement

de la résilience et la prévention des crises.

La protection sociale doit s'inscrire dans le cadre plus vaste des politiques de développement

La protection sociale est une stratégie essentielle pour promouvoir l'inclusion économique des plus pauvres dans les processus actuels de transformation structurelle, rurale et agricole. Les décideurs et les responsables de la mise en œuvre des programmes doivent continuer à rechercher des moyens efficaces de compléter la protection sociale par d'autres mesures. Pour cela, il est nécessaire de renforcer la coordination et la cohérence dans un large éventail de secteurs et de domaines d'action, notamment l'agriculture, la gestion des ressources naturelles, l'éducation et la santé publique. Pour promouvoir l'inclusion économique et accélérer la réalisation des ODD 1 et 2 dans les zones rurales, il est avant tout nécessaire de relever les principaux défis auxquels les familles rurales doivent faire face, par la mise en œuvre d'approches intégrées capables de répondre à leurs besoins.

UN PROGRAMME POUR LE CHANGEMENT



La demande de services consultatifs techniques, de production et diffusion des connaissances, y compris des évaluations d'impact de programmes de protection sociale sur des domaines comme la sécurité alimentaire, la nutrition, l'agriculture, l'adaptation au changement climatique, la parité et les migrations s'est considérablement accrue au cours des dix dernières années.

ARMÉNIE

Des écoliers de CP déjeunent à la cantine d'une école bénéficiaire d'un projet de sécurité alimentaire et de nutrition de la FAO.
©FAO/Karen Minasyan

L'ACCÈS À LA PROTECTION SOCIALE EST UN DROIT FONDAMENTAL

À ce jour, la FAO collabore avec 42 gouvernements du monde entier pour faire progresser le programme en matière de protection sociale selon trois axes principaux:

i) étendre la couverture; ii) aider les programmes à passer d'une simple protection de base à devenir des moteurs d'inclusion économique; et iii) tirer parti de la capacité de la protection sociale à accroître la résilience.

PLAIDER LA CAUSE

Tel que reconnu par la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels de 1966, entre autres principaux instruments

des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme, l'accès à la protection sociale est un droit fondamental.

À cela s'ajoute que l'expansion de la protection sociale est aussi largement justifiée par des aspects sociaux et économiques, comme le met en évidence l'état des connaissances tangibles et rigoureuses disponibles sur l'impact de la protection sociale sur un nombre de secteurs à travers l'initiative «De la protection à la production» (PtoP) développée par la FAO. Parmi les avantages sociétaux se trouve le développement du capital humain, tandis qu'à l'échelon des individus et des



ménages, le soutien en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle apporte des bénéfices en matière de capacité de production, d'employabilité et de capacité de gestion des risques, sans compter ses effets multiplicateurs sur le développement économique local.

Dans ses recherches, la FAO emploie une approche mixte combinant les analyses quantitatives et qualitatives. La compréhension des bienfaits de la protection sociale n'en est que plus complète, puisque cette méthode élargit la base de données factuelles sur ses impacts

économiques et productifs et ses effets multiplicateurs au sein des économies locales. Ces connaissances, qui ont alimenté les dialogues politiques au niveau des pays, plaident pour un renforcement des investissements en protection sociale.

Priorités de recherche

- ➔ Développer le plaidoyer autour du retour sur investissement et de rationalité économique, afin d'intensifier et d'étendre la protection sociale, en montrant ses impacts sur la sécurité alimentaire, la nutrition et l'économie.
- ➔ Obtenir des données factuelles sur la valeur ajoutée des approches

intégrées, notamment en associant des programmes agricoles et de protection sociale, Cash+ et des programmes de cantines scolaires à l'échelon local.

- ➔ Évaluer l'impact des différents processus d'inclusion économique au niveau territorial.
- ➔ Examiner le rôle de la protection sociale dans l'adaptation au changement climatique.
- ➔ Évaluer les transferts monétaires dans les contextes fragiles et améliorer les connaissances opérationnelles sur la conception de systèmes de protection sociale réactifs face aux chocs. ▶

UN PROGRAMME POUR LE CHANGEMENT

➔ Développer une protection sociale prenant plus en compte les questions de parité, notamment l'impact de l'autonomisation économique des femmes rurales.

➔ Mieux comprendre le rôle de la protection sociale dans le traitement des problèmes liés à la migration (origine, transit et destination).

➔ Explorer la manière dont la protection sociale peut contribuer à rendre les systèmes alimentaires plus inclusifs.

Travailler en partenariat avec les pays

La FAO aide les gouvernements à lever les barrières d'accès à la protection sociale, identifier des insuffisances dans la satisfaction des besoins des ruraux pauvres en matière de protection sociale et fournir des scénarios chiffrés et des analyses d'impact économique permettant de concevoir et de mettre en œuvre des programmes et politiques basés sur le dernier état des connaissances.

Partout dans le monde, les données factuelles produites par la FAO éclairent la conception et la mise en œuvre de politiques et de programmes de protection sociale visant à améliorer les conditions de vie des foyers ruraux pauvres,

SOUDAN DU SUD

Des représentants de la FAO et du PAM rassemblés au siège de l'ONG ACTED sur le site de protection des civils de Juba, dans le Soudan du Sud, pendant une mission conjointe de deux jours visant à évaluer la situation humanitaire dans le pays.

©FAO/Albert Gonzalez Farran



leur sécurité alimentaire et leur potentiel de contribution à la croissance économique des pays. Ces données factuelles ont permis à la FAO de jouer un rôle essentiel dans les dialogues politiques au niveau national, en agissant en tant que partenaire neutre, tout en contribuant à élargir la portée des programmes.

Rassembler les faits Produire des données factuelles tangibles: réaliser des évaluations d'impact

L'initiative «De la protection à la production» (PtoP) est la principale

contribution de la FAO au *Transfer Project*, un effort de collaboration entre la FAO, l'UNICEF et l'Université de Caroline du Nord à Chapel Hill (UNC-Chapel Hill), qui documente l'impact des grands programmes nationaux de transferts monétaires en Afrique subsaharienne afin de renforcer les arguments en faveur de la protection sociale en tant qu'investissement, et pas seulement comme un coût, tout en combattant les idées fausses, notamment sur sa dépendance et ses effets dissuasifs sur le travail. La FAO aide des pays du monde entier à renforcer



LE PROJET «DE LA PROTECTION À LA PRODUCTION» A TRANSFORMÉ LA FAO EN UN ACTEUR MAJEUR DE LA PROTECTION SOCIALE

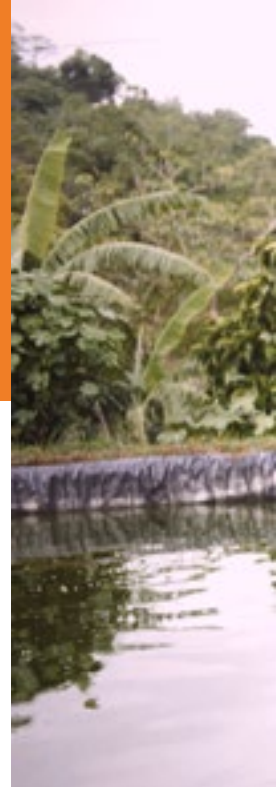
la base de données factuelles sur les impacts économiques de la protection sociale, ainsi que sur les effets supplémentaires obtenus en combinaison avec des interventions dans les domaines de la nutrition, l'économie et l'adaptation au changement climatique.

Travailler en faveur de programmes de protection sociale adéquats

La FAO s'emploie à améliorer la visibilité des personnes vivant en zone rurale et à répondre au besoin d'une protection adéquate et efficace qui tienne mieux compte

de la réalité des nombreuses vulnérabilités simultanées. Les travailleurs ruraux sont exposés à un grand nombre de risques, que ce soit dans un contexte de développement ou de fragilité. La FAO aide des gouvernements à évaluer les obstacles de l'accès à la protection sociale, à identifier des insuffisances dans la satisfaction des besoins des ruraux pauvres en matière de protection sociale, à constituer des registres d'agriculteurs et à fournir des scénarios chiffrés et des analyses d'impact économique à l'attention des décideurs.

DE LA PROTECTION À L'INCLUSION



GUATEMALA

Plus qu'un simple investissement dans le renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des écoliers du primaire et des capacités de la pêche artisanale, la loi sur les cantines scolaires (approuvée en septembre 2017) constitue un engagement à long terme du gouvernement guatémaltèque pour la protection sociale en faveur des segments vulnérables de la population.
©Pep Bonet/
NOOR pour la FAO

La FAO s'efforce d'attirer l'attention sur la manière d'amplifier et d'exploiter les impacts économiques de la protection sociale, sur la productivité, la réduction de la pauvreté et la résilience; en tant que moteur d'inclusion économique et productive.

En permettant aux petits exploitants agricoles, pêcheurs et forestiers d'investir dans des activités productives et d'améliorer leur capacité de gestion des risques, la protection sociale les aide à mieux résister aux chocs et aux stress, et les place ainsi dans une meilleure position pour assurer la transition progressive de leurs moyens d'existence vers de plus hauts niveaux de productivité durable.

En ce sens, la FAO collabore avec des pays pour mettre en place des systèmes de protection sociale robustes, ayant une portée holistique et capables d'établir des synergies avec la sécurité alimentaire et la nutrition, la gestion des risques de catastrophe et les politiques agricoles. L'objectif est d'optimiser l'impact de la protection sociale sur la transformation du monde rural.

La FAO contribue au développement de feuilles de route et de profils spécifiques de chaque contexte en faveur de l'inclusion économique, à partir des meilleures stratégies d'obtention de données factuelles, tout en soutenant la mise en

œuvre de stratégies globales visant à l'intégration progressive de la protection sociale dans le cadre plus vaste des politiques et programmes économiques et de développement rural, durables et capables d'être développés au fil du temps.

En définitive, la protection sociale s'inscrit en tant que complément essentiel dans le cadre plus vaste du programme mis en œuvre par la FAO dans les domaines de l'agriculture, de la pêche, des forêts, du changement climatique, de la sécurité alimentaire et de la nutrition, ce qui renforce plus encore sa pertinence et son impact sur les ODD 1 et 2.

PLACER LA NUTRITION AU CŒUR DU DÉBAT

Une composante essentielle de la stratégie d'inclusion de la FAO est de renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. La protection sociale sensible à la nutrition est une combinaison de protection sociale, d'agriculture sensible à la nutrition et d'éducation nutritionnelle en vue d'améliorer l'accès à la nourriture, sa répartition et les habitudes alimentaires au sein des ménages.



LA FAO COLLABORE AVEC DES PAYS POUR METTRE EN PLACE DES SYSTÈMES DE PROTECTION SOCIALE ROBUSTES AYANT UNE PORTÉE HOLISTIQUE

Ces dernières années, les programmes de cantines scolaires basés sur les achats locaux ont de plus en plus été considérés comme une façon d'améliorer les moyens d'existence des petits exploitants et des communautés locales promouvant les liens et les bienfaits partagés des programmes en matière de nutrition, d'agriculture et de protection sociale.

Par exemple, en créant des opportunités pour des agriculteurs vulnérables de vendre leurs produits dans le cadre de programmes de cantines scolaires, combinant des transferts monétaires prévisibles et programmés, cela peut leur ouvrir de nouvelles possibilités économiques et de nouveaux partenariats commerciaux peuvent naître. De même, la combinaison entre assistance sociale et éducation nutritionnelle en milieu scolaire et au niveau des communautés aide les

ménages à améliorer leur accès à des régimes alimentaires plus sains et plus diversifiés.

INCLUSION ÉCONOMIQUE: TROUSSE À OUTILS DE LA FAO

Contribuer à la cohérence des politiques

Dans le contexte des moyens d'existence ruraux en Afrique, l'agriculture et la protection sociale sont étroitement liées. Lorsqu'elles s'inscrivent dans un cadre plus large de développement rural, une meilleure cohérence entre les interventions en matière d'agriculture et de protection sociale peut contribuer à améliorer le bien-être des petites exploitations familiales pauvres en renforçant leur inclusion dans l'économie productive, en développant leur capacité à gérer les risques et en augmentant leur productivité. En s'appuyant sur des expériences concrètes

DE LA PROTECTION À L'INCLUSION

de pays, la FAO a mis au point un cadre d'action présentant les bienfaits de l'association entre agriculture et protection sociale et identifiant les différentes solutions permettant d'intégrer cette approche dans les politiques et les programmes.

Développer des méthodes diagnostiques

Dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche, de l'aquaculture et des forêts, la protection sociale, à condition qu'elle soit associée à des politiques et programmes sectoriels, peut augmenter la production, rationaliser la gestion des ressources naturelles, renforcer les moyens d'existence, développer des chaînes de valeur et améliorer la gestion des risques et la résilience. En ce sens, la FAO a mis au point un cadre d'action et un outil de diagnostic destiné à favoriser la coordination entre les programmes agricoles et de protection sociale, et à adapter cet outil aux politiques et programmes dans les domaines des pêches et de la foresterie.

La FAO dirige la mise en œuvre d'un outil d'évaluation de la protection sociale interinstitutionnelle sur la sécurité alimentaire et nutrition (ISPA-FSN), qui vise à renforcer les instruments et programmes d'assistance sociale afin d'améliorer l'impact positif sur

la sécurité alimentaire et la nutrition au niveau des pays, tout en tenant compte de questions transversales telles que la parité, la nutrition et la gouvernance. L'outil a été mis en œuvre de façon satisfaisante par la FAO et ses partenaires au Cambodge, en Palestine et au Paraguay. En Palestine, les résultats de l'ISPA-FSN sont désormais utilisés pour élaborer un plan national d'investissement en faveur de la sécurité alimentaire, de la nutrition et d'une agriculture durable.

Générer des connaissances

La FAO s'efforce d'aider les gouvernements à concevoir des feuilles de route spécifiques allant de la protection sociale à l'inclusion économique. Son approche consiste à prendre en compte les impacts économiques des programmes de protection sociale et le rôle des activités complémentaires et des stratégies spécifiques en vue d'intégrer efficacement et progressivement les plus pauvres dans le cadre plus vaste du développement rural et des processus économiques. Ces stratégies reposent sur les caractéristiques des territoires et l'expérience de la FAO dans les domaines techniques concernés, mais aussi sur les différentes solutions permettant de sortir de la pauvreté et de renforcer la résilience.

**LA PROTECTION
SOCIALE
SOUTIEN LA
TRANSITION VERS
DES MOYENS
D'EXISTENCE
DURABLES ET
CONTRIBUE À
LEUR MAINTIEN**

RENFORCER LA RÉSILIENCE

Les dernières années ont été marquées par une augmentation des conflits, des catastrophes naturelles et des crises économiques, qui compromettent les progrès réalisés au niveau mondial dans la lutte contre la pauvreté, l'insécurité alimentaire et la malnutrition.

Près de 80 pour cent des personnes les plus touchées par ces menaces sont des familles rurales pour lesquelles l'agriculture est la principale source de nourriture et de revenu.

Bien que le secteur humanitaire ait réussi à prévenir et à atténuer l'impact des crises alimentaires sur les moyens d'existence en milieu rural; les causes profondes de ces crises, notamment de nature socio-économique, persistent encore. Or, aujourd'hui, une nouvelle approche met l'accent sur la réduction anticipée des risques et sur la mise en œuvre d'un développement visant à améliorer la résilience aux chocs et permettant un redressement plus rapide, et plus durable.

Ici aussi, la protection sociale a un rôle essentiel à jouer. Une approche duale de la protection sociale permet à la fois de répondre aux besoins élémentaires des personnes en cas de choc et de renforcer leur capacité à se préparer et à gérer les futures crises. S'ils sont conçus de façon appropriée, les programmes de protection sociale peuvent non seulement contribuer à éliminer les causes structurelles de la pauvreté chronique et de la vulnérabilité, mais encore absorber une partie de l'intervention humanitaire en période de crise.

PROTÉGER LES RESSOURCES NATURELLES

Du point de vue de la gestion et de l'utilisation durables des ressources naturelles, la pauvreté peut de multiples façons exacerber la vulnérabilité.

Les communautés tributaires des forêts et des pêches sont particulièrement vulnérables à la dégradation de l'environnement et au changement climatique, et exposées aux risques et aux chocs environnementaux. Plus encore, leurs revenus sont toujours instables, et elles souffrent fréquemment de l'exclusion liée au caractère informel de leur situation vis-à-vis de la législation en matière de protection ou de droit du travail.

Les systèmes de protection sociale peuvent permettre d'échapper à ce cercle vicieux, en offrant aux petits exploitants agricoles, aux pêcheurs et aux communautés tributaires des forêts davantage de moyens d'existence, qui soient également plus durables. Ils peuvent également contribuer à contourner les obstacles s'opposant à l'adoption de mesures de gestion des ressources naturelles, comme les périodes d'interdiction dans le cas des pêcheries, tout en permettant à ces communautés de protéger leurs biens en cas de dommages et de pertes.

LE POUVOIR DES TRANSFERTS MONÉTAIRES

L'approche Cash+ de la FAO dans les contextes humanitaires associe les transferts monétaires à la fourniture de moyens de production tels que des semences, pour donner aux personnes la possibilité de subvenir à leurs besoins immédiats, et relancer ou améliorer la production alimentaire des ménages. L'assistance s'adapte aux moyens d'existence des bénéficiaires et peut inclure des semences vivrières améliorées, des plants et boutures, des engrais, du matériel de jardinage, des engins de pêche, ou encore des vaccins ou des aliments pour animaux. Une formation technique aux meilleures pratiques est souvent fournie pour compléter ces aides. ►

RENFORCER LA RÉSILIENCE

L'approche Cash+ peut consister en des programmes autonomes destinés à apporter différents types de soutien, ou des approches intégrées, dans lesquelles les programmes de protection sociale sont associés à des interventions en matière de développement agricole ou d'adaptation au changement climatique. Les programmes Cash+ peuvent être conçus pour atteindre des objectifs spécifiques, comme faire en sorte que l'agriculture tienne mieux compte de la nutrition ou promouvoir l'adoption de pratiques de gestion des risques de catastrophe, notamment dans le domaine de l'agriculture intelligente face au climat.

FAIRE FACE AUX RISQUES CLIMATIQUES

Le changement climatique a des effets à la fois directs et indirects sur la productivité agricole, et touche de manière disproportionnée les petits producteurs de produits alimentaires. La FAO et ses partenaires ont contribué au développement de nouvelles technologies et de pratiques innovantes visant à réduire les risques et à renforcer l'efficacité et la durabilité des secteurs de l'agriculture, de la pêche et de la foresterie. Malgré cela, les obstacles liés aux discriminations en raison du genre, aux coûts, aux impératifs en matière de délais, à l'accès au crédit, ou encore aux connaissances et aux informations,

MALAWI

La protection sociale améliore la capacité des ménages à s'adapter au changement climatique.
©FAO/Luca Sola

continuent d'entraver l'utilisation de ces technologies et pratiques à plus grande échelle, et exacerbent le cycle de l'exclusion et de la pauvreté.

Dans les contextes fragiles, l'accès à des transferts monétaires prévisibles et suffisants s'est avéré efficace pour atténuer l'impact négatif de chocs climatiques comme les événements *El Niño* et *La Niña* sur la sécurité alimentaire. À plus long terme, les programmes de protection sociale peuvent renforcer la capacité financière et humaine à investir dans de nouvelles technologies agricoles qui contribuent à prévenir et à atténuer les risques associés à la variabilité climatique et ainsi à améliorer la gestion des risques de catastrophe et l'utilisation durable des ressources naturelles. La FAO s'emploie à renforcer les liens entre la protection sociale et la gestion des risques climatiques. Ses interventions consistent à générer de nouvelles

connaissances sur le rôle de la protection sociale dans la gestion des risques climatiques, de réduire la vulnérabilité, d'éviter le recours à des mécanismes d'adaptation négatifs et de promouvoir la mise en place de moyens d'existence résilients au climat.

LA PROTECTION SOCIALE POUR LA RÉSILIENCE: TROUSSE À OUTILS DE LA FAO

Alerte et interventions précoces

S'appuyant sur le pouvoir des systèmes d'alerte précoce existants, l'initiative Alerte et interventions précoces de la FAO permet à l'Organisation de mettre en place des interventions proactives avant que les risques de sécheresses ou de fortes pluies, par exemple, ne deviennent des catastrophes. Il est ainsi possible de protéger les moyens d'existence contre de tels chocs, et de garantir des progrès à long terme en matière de développement.





LA PROTECTION SOCIALE DOIT CONSTITUER UNE STRATÉGIE ESSENTIELLE POUR LE RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE ET LA PRÉVENTION DES CRISES

Pour mettre en œuvre des interventions précoces, l'un des moyens possibles consiste à utiliser les systèmes de protection sociale existants et à renforcer les liens entre la protection sociale et les systèmes d'information d'alerte précoce.

Interventions Cash+ et soutien aux moyens d'existence

Lorsque des crises apparaissent, les interventions Cash+ et les activités de soutien aux moyens d'existence de la FAO donnent aux ménages touchés la capacité de se remettre sur pied et de rester sur leurs terres, d'éviter la vente en catastrophe de leurs biens, de se nourrir et de relancer leur production alimentaire. De nouvelles directives internes permettent de s'assurer que les programmes de la FAO en matière d'urgence et de résilience intègrent pleinement une protection sociale bien informée sur les risques et réactive face aux chocs.

Définir des stratégies

Aujourd'hui, le système humanitaire est soumis à une pression sans précédent. La Note d'information de la FAO sur la protection sociale et la résilience (se reporter à la section Publications) étudie la façon dont les programmes de protection sociale existants peuvent être utilisés en cas de crises prolongées et dans des contextes fragiles et humanitaires, ou encore la valeur ajoutée que peut apporter la FAO à cet égard.

Générer de nouvelles connaissances

La FAO a élaboré toute une série de documents de référence et d'orientation sur les liens entre la pauvreté et le changement climatique, et plus précisément sur la manière dont les programmes de protection sociale peuvent être mis à profit pour: i) réduire la vulnérabilité au risque climatique et l'adoption de mécanismes d'adaptation négatifs; ii) mettre en place des moyens d'existence résilients; iii) promouvoir l'adoption d'une agriculture intelligente face au climat; et iv) contribuer au déploiement d'une réponse inclusive et efficace en cas de catastrophe. La FAO s'efforce également de soutenir la conception d'interventions de protection sociale, la coordination intersectorielle et la génération d'éléments factuels spécifiques dans plusieurs pays.

AUTONOMISER LES FEMMES

La protection sociale contribue tout particulièrement aux efforts pour aider les populations les plus vulnérables du monde.

Tel est le cas des femmes, par exemple, qui représentent environ 45 pour cent de la main-d'œuvre agricole mondiale, mais qui, comparativement aux hommes, ont généralement beaucoup moins accès au crédit, aux ressources productives, aux services d'extension agricole et aux services de protection sociale. À cause des inégalités entre les sexes, les femmes rurales sont proportionnellement beaucoup plus touchées par la pauvreté, la malnutrition et l'exclusion sociale.

La compréhension de l'impact des transferts monétaires et des programmes de travaux publics sur l'autonomisation économique des femmes rurales, et du rôle transformateur que celles-ci peuvent jouer dans les ménages, sur les marchés et au sein des communautés, est essentielle pour concevoir et déployer des programmes capables d'améliorer réellement la vie des femmes. La recherche, la génération de connaissances et le développement des capacités sont d'importantes facettes de l'action de la FAO en faveur d'une protection sociale sensible au genre.

Pendant des années, la FAO a activement contribué à la sensibilisation aux impacts positifs d'une protection sociale sensible au genre sur la sécurité alimentaire, la nutrition et la productivité économique. La FAO renforce la capacité des spécialistes de la protection sociale en concevant et en mettant en œuvre des programmes qui tiennent compte des questions de parité, ainsi qu'en assurant une large diffusion des résultats de ses recherches, programmes et projets. Les informations et les données collectées alimentent également les webinaires, les dialogues politiques globaux, les documents techniques et les recommandations en matière de bonnes pratiques de l'Organisation.

UNE PROTECTION SOCIALE SENSIBLE AU GENRE: TROUSSE À OUTILS DE LA FAO

La FAO a rassemblé un ensemble complet d'outils destinés à aider les spécialistes de la protection sociale à concevoir, exécuter, suivre et évaluer des programmes de protection sociale sensible au genre dans les zones rurales.

La *Trousse à outils d'orientation technique* de la FAO comprend un certain nombre d'outils destinés à appliquer systématiquement une perspective sexospécifique aux programmes de protection sociale à l'attention des populations rurales,

notamment ceux de transferts monétaires et de travaux publics. Elle comprend des orientations et des recommandations concrètes sur la manière d'y parvenir dans toutes les étapes du cycle de programmes.

L'une des recommandations essentielles est que les programmes devraient non seulement accroître l'accès direct aux transferts monétaires, mais encore inclure des mesures garantissant l'autonomisation des femmes sur les plans économique et social. Une autre recommandation concerne les programmes de travaux publics, qui doivent pouvoir offrir aux femmes des modalités de travail flexibles, des lieux de travail correctement situés et un accès à des services de garde d'enfants. La trousse à outils offre également des orientations sur la manière dont le suivi et les évaluations sensibles au genre peuvent aider les spécialistes chargés de l'application sur le terrain à tirer les enseignements de la mise en œuvre des programmes et à utiliser ces informations pour en améliorer l'efficacité et éviter les résultats négatifs involontaires pour leurs participants.

**UNE PROTECTION
SOCIALE EFFICACE
RENFORCE
L'AUTONOMISATION
ÉCONOMIQUE DES
FEMMES RURALES**

FAIRE QUE LA MIGRATION DEVIENNE UN CHOIX

Les migrants, les réfugiés et les déplacés internes représentent des groupes de populations particulièrement vulnérables, souvent marginalisés.

La migration dont l'origine et/ou la destination sont des zones rurales, qu'elle soit transfrontalière ou à l'intérieur d'un même pays, constitue une grande partie des flux migratoires mondiaux. La migration rurale est étroitement liée à l'agriculture et au développement rural, et notamment aux vulnérabilités et aux pièges de la pauvreté que la protection sociale peut contribuer à résoudre.

Cela va de soi, de nombreux migrants, qu'ils soient des déplacés internes ou des réfugiés, partent parce qu'ils n'ont pas le choix. Que ce soit au lieu d'origine, pendant le déplacement ou à la destination finale, les services de protection sociale peuvent être essentiels pour répondre aux besoins de ces populations les plus vulnérables, en offrant aux migrants la possibilité de contribuer au développement économique et en les aidant à s'intégrer socialement et économiquement, tout en soutenant les communautés d'accueil. Un grand nombre de réfugiés, à savoir au moins 30 pour cent à l'échelon mondial et plus de 80 pour cent en Afrique subsaharienne, se

retrouvent dans les zones rurales de leurs pays d'accueil. Il s'agit là d'une raison supplémentaire pour mettre en place des systèmes de protection sociale, et ne pas se limiter à tenter de résoudre les défaillances existantes.

PRIORITÉS D'ACTION

- Assurer aux déplacés internes et aux migrants internationaux dans les zones rurales, ainsi qu'aux communautés rurales dans les régions d'origine, un meilleur accès à la protection sociale.
- Renforcer la cohérence entre la protection sociale et les initiatives de développement rural, afin de promouvoir des moyens d'existence plus solides et plus durables dans les zones rurales, tant dans les régions d'origine des migrations que dans les pays et les communautés d'accueil.
- Plaider pour une plus grande inclusion socio-économique des réfugiés, des demandeurs d'asile, des déplacés internes et des migrants irréguliers dans les zones rurales de destination et de transit, et exploiter les systèmes de protection sociale

L'ACCÈS À LA PROTECTION SOCIALE POUR LES MIGRANTS PEUT RENFORCER LEUR CONTRIBUTION AU DÉVELOPPEMENT RURAL ET À LA COHÉSION SOCIALE

pour créer des moyens d'existence et renforcer la cohésion sociale.

- Encourager l'établissement de systèmes de protection sociale réactifs face aux chocs, capables de contribuer à lutter contre les causes et les conséquences du déplacement forcé des populations rurales vulnérables. Mis à part les efforts déployés par la FAO pour faire progresser cette approche dans le cadre des forums internationaux et des débats politiques, la protection sociale occupe une place prépondérante dans un certain nombre de projets de terrain destinés à répondre aux problèmes de la migration et des déplacements forcés, comme c'est le cas en Jordanie, au Kenya, au Liban, en Palestine, en Somalie, en Turquie et en Ouganda.

RENFORCER LES CAPACITÉS

LA COOPÉRATION SUD-SUD EST UN PUISSANT MÉCANISME UTILISÉ PAR LA FAO POUR LE PARTAGE D'EXPÉRIENCES ET DE CONNAISSANCES VISANT AU RENFORCEMENT D'UNE PROTECTION SOCIALE ADEQUATE DANS LES ZONES RURALES

Aux niveaux régional, national et local, la FAO aide des organisations rurales, entre autres, à renforcer leurs capacités en vue d'améliorer l'accès à la protection sociale et aux opportunités économiques.

Au niveau international, la FAO agit dans plusieurs domaines pour renforcer la capacité des gouvernements et des organisations humanitaires et de développement, entre autres, à concevoir et à mettre en œuvre des initiatives de protection sociale liées à des cadres stratégiques plus vastes en matière d'agriculture, de résilience, de sécurité alimentaire et nutritionnelle, et de développement rural. Une grande partie de cette tâche est réalisée dans le cadre de partenariats.

Quelques exemples incluent: un cours annuel sur le «Lien entre protection sociale, agriculture et sécurité alimentaire», organisé en collaboration avec l'Organisation internationale du Travail (OIT); des sessions de formation et autres formes d'acquisition de connaissances sur la collecte et l'évaluation d'éléments factuels, organisées avec l'Institut de recherche économique et sociale sur l'innovation et la technologie de l'Université des Nations Unies à Maastricht (UNU-MERIT); un cours en ligne de la FAO sur l'évaluation, qui s'inscrit dans le cadre du programme du Master en

sciences de l'Université des sciences appliquées Bonn-Rhein-Sieg sur l'analyse et la conception de systèmes de protection sociale; et une formation interactive entre la FAO et le Centre du changement climatique de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge sur les politiques de protection sociale et la réduction des risques de catastrophe et l'adaptation au changement climatique.

La coopération Sud-Sud est un autre puissant mécanisme utilisé par la FAO pour partager des expériences et des connaissances sur les meilleures pratiques de renforcement d'une protection sociale adéquate dans les zones rurales. De nombreux pays en développement possèdent des contextes socioculturels similaires et se heurtent aux mêmes défis lors de la mise en œuvre d'une protection sociale. Les gouvernements ayant de l'expérience dans ce domaine, même dans des contextes de pénurie de ressources, ont beaucoup à offrir aux autres pays qui envisagent d'élargir les services de protection sociale en zone rurale. La FAO a favorisé des échanges essentiels en matière de protection sociale, notamment en Afrique, où elle a contribué à renforcer les capacités pragmatiques au niveau des pays.

PASSER À LA VITESSE SUPÉRIEURE

La protection sociale est un investissement, et non un coût. La plupart des pays, même les plus pauvres, peuvent se le permettre.

Offrant des bénéfices dans de nombreux domaines, il s'agit bien plus que d'un simple filet de sécurité à utiliser en dernier recours. Elle peut contribuer à revitaliser le milieu rural, donner aux populations un moyen d'échapper à la pauvreté et soutenir une croissance économique durable.

Les évaluations au niveau des pays mettent en évidence les impacts transformateurs de la protection sociale, lorsque celle-ci est intégrée dans des cadres stratégiques plus vastes de développement rural. La Banque mondiale, par exemple, estime que l'élargissement des systèmes de protection sociale peut réduire de 45 pour cent le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté.

Pour se préparer de manière proactive aux risques et aux impacts associés à des agents de stress tels que les cyclones, les sécheresses ou les ravageurs agricoles, des programmes de protection sociale sensibles aux risques et réactifs

aux chocs peuvent contribuer à réduire la vulnérabilité, atténuer les conséquences et alléger le fardeau financier des réponses humanitaires.

Il est vrai que la protection sociale ne peut à elle seule faire sortir les populations de la pauvreté ou de l'insécurité alimentaire chronique, mais il est tout aussi vrai que lorsqu'elle est intégrée à des stratégies multisectorielles axées sur le développement agricole, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la gestion des ressources naturelles et la réduction de la pauvreté, elle représente un puissant catalyseur, capable de contribuer de manière décisive à la réussite du défi «Faim Zéro» et à l'accomplissement des objectifs de l'Agenda 2030. La FAO continuera de collaborer avec ses partenaires pour mettre son savoir-faire technique au service de la poursuite des objectifs de protection sociale, tout en accélérant les progrès en matière de développement rural inclusif.

Beaucoup d'efforts ont été faits en faveur du programme de protection sociale ces dernières années. Depuis 2013, la protection sociale a permis à 150 millions de personnes de sortir de l'extrême pauvreté. Malgré cela, plus de 55 pour cent de la population mondiale n'a

toujours aucune protection, et il est nécessaire de redoubler les efforts et les impacts pour changer véritablement les choses. La FAO est fermement résolue à aider les pays à étendre et à renforcer leur protection sociale afin de bâtir un avenir dans lequel personne ne sera laissé pour compte.

DEPUIS 2013, LA PROTECTION SOCIALE A PERMIS À 150 MILLIONS DE PERSONNES DE SORTIR DE L'EXTRÊME PAUVRETÉ

LE PROGRÈS EST POSSIBLE

Les travaux de la FAO dans le monde entier offrent des exemples du potentiel de la protection sociale, en tant que moteur de progrès dans tous les secteurs.

ÉTHIOPIE

Adapter les systèmes de protection sociale aux communautés pastorales

La FAO contribue actuellement à la mise en place d'une composante sur les moyens d'existence dans le cadre du Programme de protection sociale fondé sur les activités productives (PPSAP), notamment dans les communautés pastorales des basses terres. Elle renforce également la capacité du Programme à prendre les risques en compte et à améliorer la réactivité face aux chocs.

ZAMBIE

Élargir la protection par la recherche

La FAO s'est engagée de diverses manières avec le gouvernement zambien à développer un important programme de

recherche sur la protection sociale visant à soutenir l'expansion des systèmes de protection sociale dans le pays. Les éléments factuels fournis par la FAO concernant l'impact des transferts monétaires sur les économies et les possibilités en milieu rural de relier les interventions agricoles aux programmes sociaux ont été intégrés au programme phare du pays de transfert monétaire social.

AMÉRIQUE CENTRALE

Lier la protection sociale à l'inclusion économique

Ces dernières années, un certain nombre de pays d'Amérique centrale ont déployé des programmes de protection sociale de grande envergure dans les zones rurales à l'échelon national, mais ceux-ci n'ont pas encore permis d'établir de véritables synergies avec le secteur agricole. En collaborant avec les gouvernements dans le cadre du Système d'intégration de l'Amérique centrale, la FAO a contribué à la mise en place d'un programme régional pour la protection sociale et l'inclusion productive, qui guide aujourd'hui les stratégies de huit pays: le Costa Rica, le Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua, le Panama, le Bélice et la République dominicaine.

COLOMBIE

Contribuer au maintien de la paix

À la demande du gouvernement, la FAO a mené un diagnostic sur les programmes nationaux de protection sociale qui identifiait un certain nombre de possibilités d'amélioration, l'une d'elles étant notamment de relier les initiatives destinées à augmenter la production agricole à celles visant à stimuler l'emploi et à améliorer la nutrition. Cette collaboration se poursuit, la Colombie ayant fait du développement rural durable une priorité dans ses efforts pour consolider la paix récemment atteinte.

ASIE

Renforcer la préparation aux catastrophes

La FAO et ses partenaires collaborent avec les membres de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) pour développer des stratégies régionales et nationales de protection sociale réactive face aux catastrophes. L'objectif ultime est d'aider les ménages vulnérables, vivant dans l'une des régions du monde les plus exposées aux risques, à renforcer leur résilience. Dans quatre États membres de l'ANASE, à savoir le Cambodge, le Myanmar, le Viet Nam et les Philippines, des plans destinés



LIBAN

Une agricultrice traite une vache qu'elle a reçue dans le cadre d'un projet de la FAO en faveur de l'élevage. Une formation a par ailleurs été dispensée aux agriculteurs en vue d'améliorer la santé animale par la détection et la prévention des maladies, ou la mise en oeuvre de techniques de sélection et de bonnes pratiques de gestion du lait.
©FAO/Kai Wiedenhofer

à l'implantation de systèmes de protection sociale réactifs aux catastrophes ont déjà été déployés.

PARAGUAY

Promouvoir la résilience climatique

La protection sociale est au cœur du programme PROEZA (Pauvreté, reboisement, énergie et changement climatique) financé par le Fonds vert pour le climat et conçu par la FAO. Il s'agit d'une initiative visant à atténuer les effets néfastes du changement climatique dans le pays, tout en réduisant la pauvreté rurale, la déforestation et les émissions de gaz à effet de serre. Grâce à elle, les vulnérabilités diminuent et les mécanismes d'adaptation négatifs sont remplacés par des moyens d'existence durables, notamment

par l'utilisation d'incitations financières qui permettent la mise en œuvre d'approches agroforestières respectueuses de l'environnement.

LIBAN

Protection sociale pour les agriculteurs et les pêcheurs

La FAO et le gouvernement du Liban collaborent à l'étude des différentes solutions permettant d'étendre la couverture de protection sociale aux familles rurales, y compris dans les pêcheries. Dans une première étape, la FAO aide le pays à mettre en place son tout premier registre d'agriculteurs, qui servira de base au développement agricole et à la fourniture de services agricoles, tout en offrant un moyen de cibler et de mettre en application l'assistance sociale. Une phase pilote s'est

achevée de façon satisfaisante, et l'initiative est en train d'être déployée à plus grande échelle.

KIRGHIZISTAN

Améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle

Au Kirghizistan, la FAO s'emploie activement à promouvoir la protection sociale dans le cadre d'une collaboration avec l'OIT, entre autres organismes des Nations Unies, et pilote un modèle Cash+ destiné à améliorer progressivement la sécurité alimentaire et la nutrition des ménages à travers une combinaison flexible de transferts monétaires, d'appui aux moyens de production, de formation, de services d'extension, de suivis individuels et d'éducation en matière nutritionnelle.

PUBLICATIONS

On trouvera ci-dessous une liste non exhaustive de publications de la FAO sur la protection sociale:



CADRE DE PROTECTION SOCIALE DE LA FAO

La publication présente la vision et l'approche de

l'Organisation en matière de protection sociale. La FAO reconnaît le rôle crucial de la protection sociale dans la poursuite et l'accélération des progrès en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, de développement agricole, de lutte contre la pauvreté rurale et de renforcement de la résilience. resilience building.



RENFORCER LA COHÉRENCE ENTRE L'AGRICULTURE ET LA PROTECTION SOCIALE

Cadre d'analyse et d'action

Pour contribuer aux efforts destinés à combattre la pauvreté et la faim, la FAO et ses partenaires ont élaboré des documents de référence visant à renforcer la cohérence entre l'agriculture et la protection sociale. Sur la base d'expériences concrètes tirées de divers pays, le Cadre présente les bénéfices d'un rapprochement entre l'agriculture et la protection sociale et identifie des solutions permettant d'y parvenir à travers la mise en œuvre de politiques et de programmes.

RENFORCER LA COHÉRENCE ENTRE L'AGRICULTURE ET LA PROTECTION SOCIALE

Outil de diagnostic



L'outil de diagnostic aide les utilisateurs à identifier les liens existants entre les interventions agricoles et de protection

sociale dans un pays donné, et à les renforcer. L'outil peut également aider à comprendre les expériences et les perceptions qu'ont les personnes des liens qui existent entre les deux secteurs et la façon dont ces liens (ou leur absence) influent sur leurs moyens d'existence.



FAO POSITION PAPER ON SOCIAL PROTECTION

Supporting livelihoods in protracted crises, fragile and humanitarian contexts

(en anglais seulement). Ce rapport examine le rôle que la protection sociale peut jouer dans la préservation des moyens d'existence tout en renforçant la capacité des ménages à réagir, s'adapter et faire face aux menaces et aux crises. Il insiste tout particulièrement sur le rôle de la protection sociale dans les situations de crise prolongée, de fragilité et de crise humanitaire, ainsi que sur l'importance des systèmes de réaction aux chocs, même dans des contextes stables.

SOCIAL PROTECTION, EMERGENCY RESPONSE, RESILIENCE AND CLIMATE CHANGE



A new interactive learning tool

(en anglais seulement). Cet outil interactif

vise à faciliter

l'apprentissage par les parties prenantes et les décideurs nationaux des bénéficiaires et compromis éventuels d'un rapprochement entre les politiques de protection sociale, de résilience et de lutte contre le changement climatique aux niveaux local, national et mondial. Tenant compte de la complexité de la vie réelle, il simule les défis et menaces auxquels doivent faire face les petits agriculteurs.

TECHNICAL GUIDANCE TOOLKIT ON GENDER-SENSITIVE SOCIAL PROTECTION



(en anglais seulement).

La trousse à outils, qui comprend trois guides techniques, est conçue pour

aider les décideurs et spécialistes en matière de protection sociale et de parité à appliquer systématiquement une perspective sexospécifique dans la lutte contre les inégalités sociales, la pauvreté en milieu rural et la faim.

LE RÔLE DE LA PROTECTION SOCIALE EN SITUATION DE CRISE PROLONGÉE



Renforcer la résilience des plus vulnérables

Cette note

d'information s'intéresse à la question de la protection sociale en situation de crise prolongée et présente un certain nombre d'approches possibles ainsi que des études de cas tirées d'interventions de la FAO dans de tels contextes.



SOCIAL PROTECTION FOR BUILDING THE RESILIENCE OF FOREST-DEPENDENT PEOPLE

Evidence, linkages, practices and potential applications

(en anglais seulement). Cette publication passe en revue un certain nombre d'éléments factuels relatifs au rôle des politiques forestières dans la réduction des vulnérabilités et l'amélioration des moyens d'existence des populations tributaires des forêts, ainsi qu'à l'impact des instruments de protection sociale sur la résilience des populations tributaires des forêts et la

promotion d'une gestion durable des forêts.



FAO AND CASH+ How to maximize the impacts of cash transfers

(en anglais seulement).

Cash+ est un outil qui permet une intervention humanitaire et un redressement rapides, et qui s'inscrit également dans le cadre des programmes de protection sociale et de résilience à long terme. Le travail de la FAO avec Cash+ s'appuie sur son expérience de terrain et ses recherches, et montre le potentiel de cet outil pour accroître durablement les impacts économiques et sociaux des transferts monétaires ils sont associés à un soutien productif et/ou à une formation technique.



THE ECONOMIC CASE FOR THE EXPANSION OF SOCIAL PROTECTION PROGRAMMES

(en anglais seulement). Ce document rassemble une

masse critique d'éléments factuels issus de récentes et rigoureuses évaluations sur l'impact des programmes de transferts monétaires gérés par les gouvernements de sept pays d'Afrique subsaharienne. Ces évaluations ont été développées dans le cadre de l'initiative «De la protection à la production» menée par la FAO et l'UNICEF en partenariat avec les gouvernements nationaux et les organisations de recherche.



FROM EVIDENCE TO ACTION The Story of Cash Transfers and Impact Evaluation in Sub-Saharan Africa

(en anglais seulement). Réalisé sous la direction de la FAO et de l'UNICEF, en collaboration avec le Transfer Project, cet ouvrage divisé en 14 chapitres présente huit études de cas issues de pays d'Afrique subsaharienne, décrit des méthodologies de recherche innovantes, aborde des questions d'économie politique, et propose de bonnes pratiques pour concevoir des programmes de transferts monétaires.

SOCIAL PROTECTION TO FOSTER SUSTAINABLE MANAGEMENT OF NATURAL RESOURCES AND REDUCE POVERTY IN FISHERIES-DEPENDENT COMMUNITIES



(en anglais seulement).

Cette publication est un résumé des présentations, débats, conclusions et recommandations d'un atelier sur la protection sociale et les pêcheries.

NUTRITION AND SOCIAL PROTECTION



(en anglais seulement).

Ce document s'inscrit dans le cadre plus vaste des efforts déployés par la FAO pour intégrer la nutrition dans tous les aspects essentiels du programme de travail de l'Organisation. Il est destiné aux décideurs et aux responsables de projets travaillant dans des domaines en rapport avec la nutrition et la protection sociale.

LE TRAVAIL DE LA FAO SUR LA PROTECTION SOCIALE

Contribuer à la Faim Zéro,
la réduction de la
pauvreté et la résilience
dans les zones rurales



Cette brochure souligne l'importance du rôle de la protection sociale dans la lutte contre les nombreux obstacles rencontrés par les ménages ruraux pauvres dans leur recherche de moyens d'existence résilients et durables. Bien que des progrès aient été réalisés au cours des dernières décennies, 736 millions de personnes dans le monde vivent encore en conditions de pauvreté extrême. La plupart d'entre elles vivent dans des zones rurales, ne possèdent que peu ou pas d'actifs et dépendent de l'agriculture et des ressources naturelles pour leur subsistance. De nombreux programmes ont démontré que la protection sociale peut avoir un impact significatif sur la pauvreté, et que même les pays à faible revenu, s'ils décident d'en prendre l'engagement, peuvent se permettre de l'offrir à leurs citoyens.

La FAO a placé la protection sociale au cœur de ses efforts pour réduire la pauvreté rurale, lutter contre le changement climatique, promouvoir des moyens d'existence résilients et atteindre l'objectif «Faim Zéro».

La protection sociale couvre tout l'éventail de l'Agenda 2030 pour le développement durable, qui s'étend de l'éradication de la pauvreté et de la réduction des inégalités de revenu au renforcement de l'inclusion sociale, en passant par la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes et l'amélioration de l'accès aux services de la santé, à l'éducation et à l'eau. La FAO est fermement résolue à aider les pays à étendre et à renforcer leur protection sociale afin de bâtir un avenir dans lequel personne ne sera laissé pour compte.